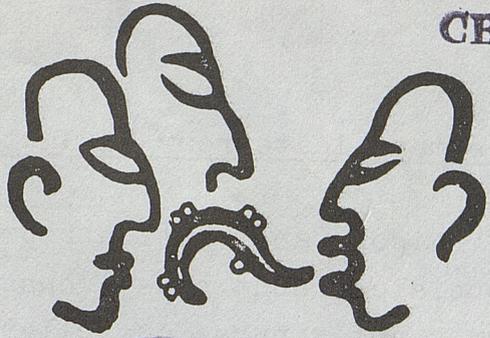


**SOLIDARITÉ
GUATÉMALA: 7-8**

COLLECTIF GUATEMALA
67, rue du Théâtre
75015 PARIS

[1980]



IMPRIMÉS

EDITORIAL

L'Express n° 1522, du 6 au 12 Septembre de cette année, publie sous forme de reportage, un article intitulé "Amérique Centrale: les deux terreurs" dans lequel Monsieur Jacques Baron donne, en se référant au Guatemala, une version de la violence qui coïncide en tous points avec celle que soutient le gouvernement guatémaltèque. Suivant cette interprétation, l'absence absolue de respect de la vie humaine et le chaos dans lequel se débat actuellement le pays sont le résultat de la lutte entre les groupes armés clandestins de l'extrême gauche et de l'extrême droite et en dernière instance, de la conspiration internationale dirigée par la Havane au profit de l'Union Soviétique. Le reportage ignore, volontairement, le caractère institutionnel de la violence au Guatemala et décharge le gouvernement de sa responsabilité envers celle-ci. Pourtant, la réalité est toute autre. Il n'est pas nécessaire de pousser très loin l'analyse pour comprendre qui sont les principaux responsables de cette pénible situation.

L'article-reportage de Monsieur Baron ne dit pas un mot de la situation économique-sociale des Guatémaltèques. L'inégalité dans la distribution de la terre, la malnutrition, l'analphabétisme, le chômage, l'oppression culturelle et la discrimination raciale de la population indigène, le manque de logements, d'hygiène, de services en général, la misère de toute sorte dont souffre la majorité de la population ne constituent pas d'après ce point de vue, un motif d'insurrection et l'intelligibilité de l'histoire se perd dans une perspective purement policière: tous les maux proviennent d'un groupe d'instigateurs cherchant pour des raisons inavouables à destabiliser la région.

COLLECTIF GUATEMALA
67, rue du Théâtre
75015 PARIS

Pour toute collaboration, envoyer un chèque au nom de: Mlle DEME, compte n° 032739/09 Banque Nationale de Paris.

40 P. 12325

Qui sement la terreur au Guatemala?

Faisons abstraction pour le moment de ces facteurs economi-
 co-sociales, dont nous avons mentionné quelques aspects dans des
 numéros antérieurs du bulletin et tenons-nous en seulement à la
 violence armée, celle "des deux terreurs" que mentionne M. Baron.
 La violence de la gauche existe sans doute. Mesure excepconel-
 le dans une situation excepconelle, la guerrilla incarne dans sa
 clandestinité même la volonté d'un peuple a qui on a refusé la
 possibilité de s'exprimer, de s'organiser et d'agir. Dans ce
 cas-là seul, la guerrilla se justifie puisqu'elle compte avec
 l'appui populaire. Pourtant, cette violence-ci se révèle être
 insignifiante si on la compare à la violence de la droite. Plus
 de 99% des assassinats, enlèvements, disparitions et abus sont
 imputables a cette dernière qui est également responsable de la
 totalité des cas de tortures.

On ne peut pas non plus ignorer le caractère institutionnel
 de cette violence de l'extrême droite. Durant vingt ans de vio-
 lence provoquée par "les deux terreurs", on ne connaît aucun cas
 d'individu qui ait été arrêté et encore moins qui soit passer en
 jugement du fait de leur appartenance à un des groupes clandestins
 de droite, tandis que l'armée et les polices poursuivent les groupes
 clandestins de gauche avec toute la force que leurs confèrent les
 institutions, dans le mépris le plus total de la sécurité de la po-
 pulation, quand ils n'excercent pas cette terreur directement sur
 cette dernière, comme dans le cas de l'ambassade d'Espagne en jan-
 vier de cette année ou les massacres dans les populations indigènes
 de l'inérieur. C'est ainsi que 40% de la population Ixil de Ne-
 baj, Chajul, Cotzal ne vit plus dans ses villages à cause de morts
 et de l'émigration forcée. Cette situation est si manifeste que
 les éléments sensibilisés du clergé catholique l'ont dénoncée, fai-
 sant retomber sur eux-mêmes et sur les organisations religieuses,
 la terreur de l'extrême droite. Ceux qui tuent les prêtres au Gua-
 temala ne sont pas les guerrilleros athées mais l'Armée Secrète
 Anticomuniste. La thèse d'un gouvernement démocratique qui ver-
 rait échapper à son contrôle est insoutenable à tel point que l'ex-
 ambassadeur des Etats-Unis, Monsieur Frank Ortiz, envoyait un câble
 au Secrétaire d'Etat de son pays faisant part de la grave situation
 guatémaltèque, dans les termes suivants, retranscrits par le New
 York Times et le Washington Post: "Ma plus grande crainte dans

l'inmediat n'est pas tellement que l'extrême gauche s'empare du Guatemala, mais plutôt que les éléments les plus rétrogrades de la droite ne déchaînent une vague de terreur encore plus forte".

Les "communistes": version guatémaltèque

Tel est le témoignage de qui connaît le contexte guatémaltèque beaucoup mieux que M. Baron. Témoignage insoupçonable de complicité avec Moscou et la Havane, à moins que l'on ne partage l'opinion du président guatémaltèque, General Romeo Lucas García, exprimée au cours d'une de ses dernières déclarations et suivant laquelle "Carter est communiste". "Carter et Fidel c'est la même chose" proclamait une des pancartes de la récente manifestation anticommuniste de soutien au régime. Pour les militaires et les grands propriétaires fonciers guatémaltèques, est communiste tout individu qui s'indigne devant les 2000 assassinats qui, suivant des sources nord-américaines ont été commis à l'ombre du régime dans l'année en cours. Communiste est quiconque n'approuve pas la disparition de 100 paysans survenue le 13 Juin dernier aux mains des forces dites de sécurité. Communistes sont les prêtres et les religieux du nord-ouest du pays, qui, fait sans précédent dans l'histoire guatémaltèque, se voient obligés de fermer les églises et de suspendre les célébrations du culte, pour protester contre les assassinats et les abus des défenseurs de la démocratie occidentale dans le style de Lucas et compagnie. Pour les rétrogrades et vulgaires anticommunistes du Guatemala, "communiste" n'est qu'un grossier alibi. Peu importe que Amnesty International dénonce à la fois la violation des droits de l'homme au Guatemala comme en Union Soviétique; d'après un des porte-paroles du régime guatémaltèque, cette organisation est "pro-communiste et agent de la couronne britannique".

Nous sommes alarmés en voyant qu'une certaine presse française a grand tirage, comme l'Express, se fait l'écho de telles aberrations. Peut-être semblera-t-il dérisoire de vouloir opposer aux 650000 exemplaires de cette revue, la modeste distribution de Solidarité, comme si nous lançions une pierre pour parer un coup de canon. Mais la raison est de notre côté et par chance nous ne sommes pas seuls. Le Monde du 11, 12 et 13 Juillet dernier a publié une série d'articles sur le Guatemala de son envoyé spécial, Monsieur Jean-Pierre Clerc dont le sérieux professionnel contraste avec l'irresponsabilité du reportage de Monsieur Baron.

LE MOUVEMENT SYNDICALE FACE A LA CRISE NATIONALE

Par définition les régimes totalitaires interdisent la consultation électorale, l'authentique organisation syndicale, l'expression libre de la pensée, etc... La particularité du régime guatémaltèque réside dans le fait que tous ces droits sont respectés en paroles, tandis que dans la pratique ils sont violés brutalement tous les jours. La légalité formelle du régime devient, dans ces conditions particulières, un instrument supplémentaire au service de la dictature de cette institution armée. L'exercice des libertés des citoyens entraîne leur repérage et attire la répression. Le mouvement syndical illustre de façon pathétique ce qui précède.

Parmi les agressions les plus scandaleuses survenues dernièrement, on relève l'assassinat d'un travailleur dans les installations mêmes de l'usine Coca Cola, qui remplaçait le membre du base du syndicat que les assassins recherchaient; le mitraillage de Cordon Díaz et Alberto Domínguez, de la même entreprise, blessés, également a l'intérieur de ladite usine; l'assassinat des trois travailleurs de l'usine Incesa, celui du secrétaire général du syndicat de l'usine Prokesa, celui des deux membres du syndicat de l'Institut guatémaltèque de Sécurité Sociale, celui de Enrique Melchor, dirigeant ouvrier de l'usine Ginsa.

Mais le plus inadmissible furent les enlèvements massifs du 21 Juin et du 24 Août dernier, survenus, le premier en plein centre de la capitale, en pleine lumière, tout près de deux corps de police et le second sur la juridiction d'un diocèse catholique départemental, prêté comme siège central pour les sessions des travailleurs. Le mouvement syndical comme le dit justement une publication guatémaltèque, vit pratiquement sous le feu des balles des assassins militaires et para-militaires. Comment a-t-il pu survivre et plus encore, s'affirmer, s'étendre, s'organiser au niveau national et créer un projet historique? Ces travailleurs ont fait preuve d'un esprit de lutte qui, pour l'observateur éloigné de tous ces faits, semble parfois inconcevable. Car il s'agit d'une lutte totalement inégale. Réponse logique aux conditions imposées par la dictature de l'armée, les organisations clandestines de gauche ont progressé tant en nombre de militants qu'en capacité opérationnelle. Mais tout un secteur de la population ne peut pas passer en bloc à la clandestinité. La majorité de ses membres sont démunis face à l'infamie, non seulement parce

que les instruments de leur lutte legal sont, pires qu'inutiles, dangereux, mais parce que les groupes répressifs, devant leur incapacité à anéantir les guerrillas (pas un seul des cadres du commandement de ces dernières années n'a été frappé depuis la dernière reorganisation des guerrillas dans le pays) s'acharnent sur des secteurs sans défense de la population. Toutefois, pour être efficace, le gouvernement doit avoir le contrôle de la répression, c'est à dire qu'il doit pouvoir la doser. Au delà des certaines limites, la violencé se retourne contre le système même qui l'engendre.

Les actes génocides du gouvernement guatémaltèque se développent dans cette dernière perspective. Ainsi, les conditions qui semblent imposer inexorablement le sacrifice aux travailleurs présentent aussi une alternative qui justifie l'extraordinaire volonté de vivre, en un mot l'héroïsme du mouvement syndical du pays.

.oOo.

MOUVEMENT ETUDIANT: CRISE ET PERSPECTIVES

Dans un pays où la violence politique va toujours croissant, la vie étudiante est forcément en crise. Comment pourrait-il en être autrement, avec l'assassinat constant de professeurs d'Université et de l'enseignement secondaire, avec les menaces et la surveillance qui pèsent sur les institutions chargées de répandre le savoir, avec la fuite des enseignants vers l'étranger, avec un colonel de l'armée à la tête du ministère de l'Education?

En ce qui concerne uniquement l'université de San Carlos (nationale), pour l'année en cours, près de 40 professionnels qui y travaillaient ont été assassinés, le recteur titulaire a abandonné le pays et après lui, le recteur en poste, et, tous les jours le nombre des démissions aux chaires académiques augmente, ainsi que l'exil que choisissent les professeurs, menacés par les armées secrètes de l'anticommunisme guatémaltèque.

La situation dans le secteur de l'enseignement secondaire n'est pas meilleure: grèves, intimidation des organisations estudiantines, surveillance par hélicoptères, infiltration de polices parallèles dans les établissements, etc...

Les cas les plus graves consistent en plusieurs étudiants abattus par balles dans la cité universitaire même, la capture et l'exécution d'un élément de la force publique par les étudiants, ainsi que la capture d'un autre policier, habillé en civil, dans

l'Ecole Normale, qui fut échangé par les étudiants pour faire aboutir leurs demandes de garanties de sécurité.

Devant cette situation générale, ont surgi deux courants différents qui se partagent la masse étudiante. L'un de deux penche pour le retour à la normalité, proclame l'autonomie et son opposition au régime, avec ses constantes violations du calme et de la paix sociale. L'autre suppose que de telles conditions ne sont pas possibles dans l'état actuel des choses et appelle à l'organisation et l'auto-défense des étudiants. Cette dernière conception considère que le secteur étudiantin ne peut pas constituer un secteur isolé du reste du conglomerat national et que la participation aux problèmes du pays est déterminante, c'est pourquoi elle doit appuyer la lutte des ouvriers, des paysans, des habitants des bidonvilles, des chrétiens et en général, de tous les secteurs affectés par le régime.

Même si ces deux perspectives diffèrent, l'une étant plus modérée et prudente, l'autre plus ambitieuse et dans un certain sens plus réaliste; les deux ont en commun le fait qu'elles dénoncent et condamnent le gouvernement actuel et qu'elles s'opposent clairement au terrorisme déchaîné par les autorités contre le peuple guatemaltèque.

.oOo.

GUATEMALA: ETRE JOURNALISTE AUJOURD'HUI

Entre journaliste au Guatemala, quel sens cela a-t-il dans les circonstances actuelles?

Par définition, la liberté d'opinion et d'information ne peut vivre que dans un climat de respect des droits de l'homme. Atteindre à cette liberté, dans le Guatemala d'aujourd'hui, répond aux caractéristiques propres au régime de terreur qu'endurent les guatemaltèques.

Formellement, la liberté de presse existe. Le gouvernement la proclame publiquement et n'utilise pas la censure sur la parole. En réalité, cela devient inutile, puisque la censure s'exerce sur la vie. Après chaque acte criminel, le gouvernement, comme toujours, se lave les mains, émet un bulletin déplorant ce qui est arrivé et se proclame, une fois de plus, partisan de la libre expression de pensée, pendant que les bandes d'assassins continuent à opérer dans le confort de l'anonymat, l'assistance technologique et l'impunité judiciaire.

Les répercussions de cette situation sont variées. Dans les

grandes entreprises que sont les journaux écrits, il est notoire que l'autocensure, les euphémisme et les subtilités de toutes sortes sont utilisés par crainte de représailles: toute nouvelle figurant en première page semblent favoriser une tendance politique, doit être compensée par une autre de la tendance opposée. Les pages des journaux guatémaltèques sont remplies de responsables hypothétiques, d'actions apparentes, de guerrilleros présumés, etc...

D'autres entreprises moyennes du journalisme se sont vues obligées, pour continuer à exister, à être manipulées à distance, avec leurs directeurs absents, et dans des cas extrêmes, sont même editées à l'étranger.

Parmi les conséquences les plus graves, citons la perte irréparable des vies humaines et la fuite des talents. Ceux qui restent se voient obligés à réaliser leurs travaux dans la semi-clandestinité et avec toutes sortes de difficultés. De leur côté, les trois entités nationales de presse, ont fait des déclarations communes, condamnant la situation générale de violence et d'insécurité dans laquelle vit le pays. A quoi cela peut-il servir?

Il convient également de signaler que l'aspect le plus brutal de la répression est retombé sur les petites entreprises de journalisme radiophonique, là où la critique émise sur le gouvernement a été la plus radicale et la plus catégorique.

L'un des actes les plus saisissant de sauvagerie a été le mitraillage récent de Radio Tropicana, alors qu'elle transmettait le journal radio El Clarín. Dans cet acte sanglant ont péri cinq personnes, parmi lesquelles deux speakers et le concierge du bâtiment, et quatre autres personnes furent blessées. Etre journaliste, comme en général, être guatémaltèque, aujourd'hui, au Guatemala, équivaut à vivre sous la menace constante de la mort.

Lisez NOTICIAS DE GUATEMALA
Souscriptions au COLLECTIF GUATEMALA
67, rue du Théâtre, 75015 PARIS